

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE COVID-19, PLUS QUE JAMAIS, LES ELUS LOCAUX FRANÇAIS MEMBRES DE CITES UNIES FRANCE FONT PREUVE DE SOLIDARITE AVEC LE CONTINENT AFRICAIN.

Aucun pays, aucun territoire, n'est aujourd'hui épargné par la pandémie du covid-19.

Au-delà des drames humains, cette crise sanitaire mondiale a et va avoir des conséquences sociales et économiques dont on ne mesure pas encore aujourd'hui l'ampleur. Le temps des bilans viendra qui permettra de tirer les enseignements quant à nos modes de vie, nos choix de développement économiques et sociaux, notre rapport à la préservation des ressources...

Mais la priorité est aujourd'hui de stopper la propagation et de sauver les populations. Chaque Etat prend les mesures nationales génériques qu'il estime nécessaires pour stopper la propagation du virus et laisser le temps de soigner celles et ceux qui en sont atteints. Ces mesures nationales sont à peu près les mêmes dans chaque pays : confinement et gestes barrière.

Si la sécurité et la santé des habitants d'un pays constituent bien sûr la préoccupation première des Etats, que se passera-t-il quand, une fois les pays développés « guéris », l'épidémie pourrait continuer à décimer les populations des pays les plus vulnérables, notamment en Afrique ? Une approche concertée et solidaire entre les Etats, articulant l'action locale et l'action internationale, est indispensable pour être efficace. Elle est en cours. Le Président de la République a ouvert la voie en se prononçant pour l'annulation de la dette des pays africains et un moratoire a été acté en un temps record par les pays du G7 et du G20.

A l'échelle locale - les élus le savent bien - l'efficacité de la gestion de crise dépend aussi beaucoup de la capacité des autorités locales à prendre en main l'action de proximité : faire respecter le confinement ; éduquer la population aux gestes barrière efficaces ; mettre en place des systèmes d'entraide pour subvenir aux besoins des personnes les plus vulnérables ; être attentif aux conséquences du confinement sur les violences intrafamiliales et les dégradations psychiques ; assurer la continuité des services publics de salubrité et de vie quotidienne ; détecter les cas de contamination et les isoler le plus rapidement possible.

La solidarité au sein des territoires français est remarquable, indispensable ; mais elle n'a pas de sens si elle se limite aux frontières de notre pays ou même à celles de l'Union européenne. Elle doit aussi être internationale et s'exercer pour agir ensemble contre le covid-19. Agir localement tout en garantissant une action internationale, c'est la voie pour que cette lutte soit efficace et surtout pour éviter la propagation du virus dans des zones pour le moment encore peu touchées.

Dans cette lutte mondiale, nous, élus locaux, sommes particulièrement inquiets pour le continent africain qui doit faire face à plusieurs défis dans cette lutte pour limiter la pandémie : les systèmes de santé, sans sous-estimer l'expérience et la résilience africaines face aux épidémies, sont le plus souvent trop fragiles ; les concentrations de population sont extrêmement fortes en milieu urbain, mais aussi dans les lieux où sont regroupées les personnes déplacées en raison de crises humanitaires, conflits armés ou attaques terroristes ; l'absence de tests de détection est patente ; la croyance, non vérifiée, que l'Afrique pourrait être protégée grâce à son climat chaud et à sa jeunesse fait baisser la garde et la vigilance....

Tous, Etats, élus locaux, ONG, associations, entreprises, chercheurs..., doivent agir ensemble pour soutenir l'action des Etats et des autorités locales africaines afin de juguler la propagation de l'épidémie et limiter les conséquences sur l'économie, l'alimentation, la santé.

Ainsi nous, membres de Cités Unies France, qui sommes élus de collectivités territoriales françaises - maires, présidentes et présidents de conseils départementaux, de conseils régionaux, d'intercommunalités, responsables d'associations nationales d'élus locaux -, toutes et tous engagés, souvent de longue date, dans des projets de coopérations avec nos partenaires africains qui sont nos amis, avons décidé de nous mobiliser sans attendre. Nous avons ainsi lancé un fonds de solidarité, alimenté par les collectivités françaises, destiné à soutenir les collectivités territoriales africaines dans leurs efforts quotidiens pour venir en appui à la population avant, pendant, mais aussi après la crise.

Nous nous engageons par ailleurs à accompagner les autorités locales pour la mise en place, dans la proximité, d'initiatives de résilience, de relance des économies locales, d'apprentissage mutuel : nombre de pays africains, déjà confrontés par le passé à de graves crises sanitaires (Ebola notamment), ont pris des initiatives innovantes dont nous pourrions nous inspirer. Il s'agira aussi de construire ensemble de futurs partenariats, autour de projets de transition économique, sociale, écologique et démocratique.

Nous demandons par ailleurs la création d'un fonds global pour les collectivités africaines, porté et alimenté par l'Union Européenne, ainsi que par les Etats, les grands bailleurs de fonds pour le développement et le Réseau mondial des collectivités – Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Liste des élues et élus de collectivités françaises signataires, membres de Cités Unies France :

N.	Prénom	Nom	Fonction
1.	Gérard	ALLARD,	Maire de Rezé
2.	Daniel	ALLIOUX,	Adjoint au Maire de Lieusaint, président du groupe-pays Mauritanie de Cités Unies France
3.	Liliane	ANDRES,	ANDRES, Conseillère municipale d'Erstein, présidente du groupe-pays Cameroun de Cités Unies France
4.	Nathalie	APPÉRÉ,	Maire de Rennes
5.	Benoît	ARRIVE,	Maire de Cherbourg-en-Cotentin
6.	Marie-Hélène	AUBERT,	Vice-Présidente du Conseil départemental des Yvelines
7.	Patrick	AYACHE,	Vice-Président du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté
8.	Evelyne	AZIHARI,	Vice-Présidente du Grand Châtellerault
9.	Pierre	BEDIER,	Président du Conseil départemental des Yvelines
10.	El Mustapha	BELGSIR,	Conseiller municipal de Poitiers
11.	Bruno	BELIN,	Président du Conseil départemental de la Vienne, président du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France
12.	Rachid	BENYACHOU,	Adjoint au Maire de Vert-Saint-Denis
13.	Michel	BISSON,	Maire de Lieusaint, président de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud
14.	Félix	BOKASSIA,	Conseiller délégué de Château-Thierry
15.	Christophe	BOUCHET,	Maire de Tours
16.	Jocelyne	BOUGEARD,	Adjointe à la Maire de Rennes

17.	Corinne	CADAYS-DELHOME,	Adjointe au Maire de La Courneuve
18.	Antony	CAPS	Vice-Président du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle
19.	Isabelle	CAULLERY,	Vice-Présidente du Conseil départemental des Hauts de Seine
20.	Guy-Michel	CHAUVEAU,	Maire de La Flèche et président de la communauté de communes du Pays fléchois, président du groupe-pays Mali de Cités Unies France
21.	Alain	CLAEYS,	Maire de Poitiers
22.	Nathalie	COLIN COCCHI,	Adjointe au Maire de Chambéry
23.	Gérard	COLLOMB,	Maire de Lyon
24.	Marie-France	CONSTANTINI,	Adjointe au Maire de Saint Jean-de-Boiseau
25.	Thierry	COZIC,	Maire d'Arnage
26.	Guillaume	CROS,	Vice-Président, Conseil régional Occitanie Pyrénées Méditerranée, présidence du groupe-pays Chine
27.	Michel	DANTIN,	Maire de Chambéry
28.	Dominique	DAVERAT,	Adjoint au Maire d'Allonnes
29.	Guillaume	DE RUSSÉ,	Vice-Président du Conseil départemental de la Vienne
30.	Isabelle	DEBOURG,	Adjointe au Maire de Limoges
31.	Karine	DOGNIN-SAUZE,	Adjointe au Maire de Lyon
32.	Marie-Guite	DUFAY,	Présidente du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté
33.	Valérie	DUMONTET,	Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aude, présidente du groupe-pays Liban de Cités Unies France
34.	Christian	DUPUY,	Maire de Suresnes, président du groupe-pays Haïti de Cités Unies France
35.	Christian	FAVIER,	Président du Conseil départemental du Val de Marne
36.	Nicolas	FLORIAN	Maire de Bordeaux
37.	Éric	FOURNIER,	Maire de Chamonix Mont Blanc, vice-président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
38.	Alain	GALLIANO,	Vice-président de la Métropole de Lyon
39.	Jean-Philippe	GAUTRAIS,	Maire de Fontenay-sous-Bois
40.	Didier	GUILLAUME,	Maire de Choisy-le-Roi, vice-président du Conseil départemental du Val de Marne
41.	Jean	HARTZ,	Vice-président de Grand Paris Sud
42.	Anne	HIDALGO,	Maire de Paris
43.	David	KIMELFELD,	Président de la Métropole de Lyon
44.	Amadou	KOUYATÉ,	Adjoint au Maire de La Flèche
45.	Maryse	LAVRARD,	Adjointe au Maire de Châtellerauld
46.	Olivier	LEBRUN,	Maire de Viroflay
47.	Yves	LEFEBVRE,	Maire de Linselles
48.	Emile Roger	LOMBERTIE,	Maire de Limoges
49.	Liliane	LUCCHESI,	Conseillère déléguée, Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté
50.	Halima	MANHOUDJ	Adjointe au Maire de Montreuil
51.	Nicole	MIQUEL-BELAUD,	Conseillère déléguée, Ville de Toulouse
52.	Georges	MORIN,	Conseiller, ville de Gières, président du groupe-pays Algérie de Cités Unies France
53.	François	MORTON,	Maire de Guyancourt

54.	Jean-Luc	MOUDENC,	Maire de Toulouse
55.	Hélène	NEDELEC,	Vice-Présidente de Nantes Métropole
56.	Abdoul	NIANE,	Adjoint au Maire de Lieusaint
57.	Pierre De Gaétan	NJIKAM,	Adjoint au Maire de Bordeaux
58.	Anna	PIC,	Adjointe au Maire de Cherbourg-en-Cotentin
59.	Benoît	PILET,	Adjoint au Maire d'Angers, vice-président d'Angers Loire Métropole, président du groupe Sahel
60.	Gilles	POUX,	Maire de La Courneuve
61.	Pascal	PRAS,	Maire de Saint Jean-de-Boiseau
62.	Brigitte	RAGUSA,	Présidente du Groupe Mali-Viroflay
63.	Agnès	RAMPAL,	Conseillère régionale, Conseil régional Sud Provence-Alpes-Côte d'azur, Présidente du groupe-pays Tunisie de Cités Unies France
64.	Roland	RIES,	Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France
65.	Jean	ROATTA,	Adjoint au Maire de Marseille, Président du Groupe-Pays Maroc de Cités Unies France
66.	Rose-Marie	SAINT-GERMES AKAR,	Conseillère déléguée, Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, présidente du groupe-pays Bénin de Cités Unies France
67.	Gildas	SALAÜN,	Conseiller municipal délégué, Ville de Nantes
68.	Bamadi	SANOKHO,	Adjoint au Maire de Gentilly
69.	Virginie	SEYNAVE,	Adjointe au Maire de Linselles
70.	Georges	SIFFREDI,	Président par interim du Conseil départemental des Hauts-de-Seine
71.	Michel	TABANOU,	Adjoint au Maire de Fontenay-sous-Bois
72.	Jérôme	TEBALDI,	Adjoint au Maire de Tours, président du groupe-pays Corée du sud
73.	Jean-Louis	TESTUD	Adjoint au Maire de Suresnes
74.	Rodolphe	THOMAS,	Maire d'Herouville-Saint-Clair, vice-président du Conseil régional de Normandie
75.	Patricia	TORDJMAN,	Maire de Gentilly
76.	Max	VINCENT,	Conseiller délégué de la Métropole de Lyon
77.	André	VIOLA,	Président du Département de l'Aude et co-président de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
78.	Jean-Marc	WILLER,	Maire d'Erstein
79.	Marie-Isabelle	YAPO,	Adjointe au Maire de Rezé
80.	Laurent	ZIEGELMEYER,	Conseiller municipal, Choisy-le-Roi
81.	Martine	CALLEBERT,	Présidente de l'Association Linselloise des Echanges Internationaux
82.	Philippe	LALLEMANT,	Président de Via Zogoré, coopération décentralisée Linselles-Zogoré
83.	Etienne	DASSONVILLE,	Vice-Président de Via Zogoré, coopération décentralisée Linselles-Zogoré